

Avis de convocation / avis de réunion

MULTIHABITATION 10

Société civile de placement immobilier au capital de 30 702 100 Euros
Siège social : 128, boulevard Raspail - 75006 Paris
821 487 634 R.C.S. Paris

Avis de convocation.

Mesdames, Messieurs les associés

de la société civile de placement immobilier MULTIHABITATION 10, sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le dix-huit juin deux mille dix-neuf à quatorze heures trente à Paris (75006) - 128, boulevard Raspail, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapports de la société de gestion, du conseil de surveillance, du commissaire aux comptes - Approbation des comptes sociaux - Quitus à la société de gestion
- Affectation du résultat de l'exercice
- Approbation des valeurs de la société arrêtées au 31 décembre 2018
- Approbation du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les opérations visées à l'article L. 214-106 du Code monétaire et financier
- Autorisation donnée à la société de gestion de consentir des sûretés réelles portant sur le patrimoine et de procéder à des acquisitions payables à terme
- Indemnisation du conseil de surveillance
- Pouvoirs en vue des formalités

Projet de résolutions

Première résolution (*Rapports de la société de gestion, du conseil de surveillance, du commissaire aux comptes - Approbation des comptes sociaux - Quitus à la société de gestion*). — L'assemblée générale, après avoir entendu lecture des rapports de la société de gestion, du conseil de surveillance et du commissaire aux comptes, approuve le rapport de la société de gestion dans toutes ses parties ainsi que les comptes de l'exercice arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils sont présentés et qui font ressortir une perte de 36 156,83 euros. L'Assemblée donne quitus à la société La Française Real Estate Managers pour sa gestion et lui renouvelle en tant que de besoin sa confiance aux fins d'exécution de son mandat dans toutes ses dispositions.

Deuxième résolution (*Affectation du résultat de l'exercice*). — L'assemblée générale constate l'existence d'une perte de 36 156,83 euros qu'elle décide d'affecter au report à nouveau.

Troisième résolution (*Approbation des valeurs de la société arrêtées au 31 décembre 2018*). — L'assemblée générale après avoir pris connaissance de l'état annexe au rapport de gestion, approuve cet état dans toutes ses parties ainsi que les valeurs de la société arrêtées au 31 décembre 2018, telles qu'elles lui sont présentées et qui s'établissent comme suit :

- Valeur comptable : 31 258 982,31 euros, soit 1 323,58 euros par part ;
- Valeur de réalisation : 31 846 514,42 euros, soit 1 348,46 euros par part ;
- Valeur de reconstitution : 36 182 813,79 euros, soit 1 532,07 euros par part.

Quatrième résolution (*Approbation du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les opérations visées à l'article L. 214-106 du Code monétaire et financier*). — L'assemblée générale après avoir entendu lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les opérations visées à l'article L. 214-106 du Code monétaire et financier, prend acte de ce rapport et en approuve le contenu.

Cinquième résolution (*Autorisation donnée à la société de gestion de consentir des sûretés réelles portant sur le patrimoine et de procéder à des acquisitions payables à terme*). — L'assemblée générale autorise la société de gestion, dans la limite de 35 000 000,00 euros à :

- consentir des sûretés réelles portant sur le patrimoine ;
- procéder à des acquisitions payables à terme ;

au nom de la société, et ce, jusqu'à la réunion de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2019.

Sixième résolution (*Indemnisation du conseil de surveillance*). — L'assemblée générale fixe, à compter de l'exercice 2019 et jusqu'à nouvelle décision, l'indemnisation annuelle du conseil de surveillance de manière progressive telle que suit :

- au titre de l'exercice 2019 : 2 000,00 euros ;
- au titre de l'exercice 2020 : 4 000,00 euros ;
- au titre de l'exercice 2021 et jusqu'à nouvelle décision pour les exercices suivants : 6 000,00 euros.

Septième résolution (*Pouvoirs en vue des formalités*). — Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue d'accomplir les formalités légales de dépôt et de publicité consécutives à l'adoption des résolutions précédentes.

Si, faute du quorum requis, cette assemblée ne peut valablement délibérer le 18 juin 2019, les associés seront réunis sur seconde convocation le 10 juillet 2019 à 14 heures 30 à la même adresse et sur le même ordre du jour.

*La Société de Gestion,
La Française Real Estate Managers.*